



**NON
C'EST
NON!**

Retrouvez une partie des témoignages
de cette brochure
en vidéo sur notre chaîne Youtube



100 JOURS DE MÉPRIS : ÇA SUFFIT 200 JOURS DE RÉSISTANCE : CE N'EST QU'UN DÉBUT !

Installé depuis un peu plus de 100 jours, le gouvernement De Wever - Bouchez apparaît chaque jour plus pour ce qu'il est : un gouvernement des riches. Des menteurs qui nous faisaient de jolis sourires il y a un an, mais nous méprisent absolument.

Ils promettaient « 500€ de plus pour ceux qui travaillent » : on voit maintenant que ce seront quelques dizaines d'euros seulement, au mieux en 2029 - mais des taxes plus lourdes sur nos impôts communaux et régionaux, à cause des politiques de l'Arizona.

Ils promettaient de « sauver la Sécu et le budget de l'Etat » : on voit que les déficits explosent, notamment du fait des cadeaux absurdes faits aux plus riches... (Y a-t-il quelqu'un sur terre qui puisse expliquer pourquoi il fallait dispenser de cotisations sociales les salaires au-dessus de 340.000€ par an ?!!)

Ils promettaient de faire de la santé une priorité : mais tous les déterminants essentiels de la santé (qualité de l'air, de l'eau, maîtrise du temps...) sont abandonnés, et le secteur social en Wallonie et à Bruxelles se heurte à un mur : aucune perspective de nouvel accord Non Marchand. Dans les hôpitaux, des services sont fermés faute de personnel, mais le gouvernement considère les médecins comme des tricheurs a priori et veut les harceler de contrôles...

On peut continuer comme cela durant des pages entières : De Wever et Bouchez veulent nous entraîner vers le Far West du chacun pour soi, dans une société moins sûre, moins solidaire, plus violente. Et au passage mettre à genoux la Wallonie et Bruxelles pour que dans 4 ans la N-VA en fasse ce qu'elle voudra.

Nous avons commencé à réagir dès que les projets de ce futur gouvernement ont été connus. C'étaient d'abord des rassemblements modestes, mais ils vont croissant. Dix mois de protestations : jamais on n'avait vu en Belgique un gouvernement en butte à une opposition si longue.



Est-ce que ça a servi à quelque chose ? OUI : voyez sur notre site internet (<https://www.lacsc.be/cne/arizona>) des coups bas dont nous avons réussi à nous protéger. Ces multiples succès partiels changent-ils quelque chose au fond de l'affaire : un gouvernement des riches qui nous méprise et détruit nos droits ? NON : si on les laisse faire, nous aurons en 2029 une Belgique plus pauvre, plus dangereuse, plus injuste, avec moins de vrais emplois et moins de services au public.

Mais si nous avons pu, avec un jour de grève générale et quelques dizaines de milliers de manifestant·es, empêcher certains méfaits, alors la question importante est simplement : serons-nous demain beaucoup plus nombreux, beaucoup plus décidés et unis ? Si oui, alors nous pouvons les faire reculer sur des dossiers bien plus essentiels, et reconquérir de nouveaux droits.

Dans l'immédiat, nous étions déjà nombreux à Bruxelles ce mercredi 25 pour dire que nous voulons :

1. pouvoir négocier nos salaires dans les secteurs et entreprises
2. des formules de fin de carrière douce largement accessibles dès 55 ans
3. le droit de se soigner (surtout quand c'est le travail qui rend malade !)
4. que personne ne soit exclu du chômage avant qu'on ne lui ait proposé un emploi convenable

Soyons bien plus nombreux encore le mardi 14 octobre pour la première très grande manifestation contre la destruction de nos pensions et de nos formules de fin de carrière.

Nous devons montrer que même les gens qui ont voté comme ça n'ont pas voté pour ça ! Et pour cela, il est essentiel que chaque délégué de la CNE continue à parler autour de lui, au boulot, au café, dans le quartier. Expliquer ce qui se cache derrière les mensonges de Bouchez, demander aux gens si c'est vraiment ça qu'ils voulaient ?

En tout cas il y a une chose claire : se laisser tondre comme des moutons, pour nous c'est NON.





J'AI PAS SIGNÉ
POUR UN
BURN OUT

#SOCIOCVENDANGER
#NONMARCHAND



DANS MON ÉQUIPE, SUR SIX ANS, DIX PERSONNES ONT CONNU UN BURN-OUT.

Je m'appelle Véronique et suis employée dans une entreprise de services. Le département dans lequel je travaille met à la disposition d'entreprises clientes des consultants supports assumant des missions spécifiques. Par exemple, la résolution de problèmes informatiques ou logistiques qui impactent leur processus de production et demandent une intervention d'urgence. Ma fonction consistait à orienter les demandes vers les équipes de consultants les plus adéquates. J'aimais mon travail et étais extrêmement dévouée à mon entreprise. Mais il m'a amené à deux burn-out graves au point de mettre ma vie en danger. Le premier est survenu à la sortie de la période Covid. Durant le Covid, la direction a introduit plusieurs changements organisationnels. L'introduction du chômage temporaire a réduit le pool des consultants supports, occasionnant un surcroît de tâches administratives, de coordination et d'appels en visioconférence. Et donc de stress. J'ai dû assumer des journées de 12 heures par jour, avec souvent 6 à 8 heures de « call ». Je me suis accrochée, sans un seul jour de chômage temporaire, avec les enfants à la maison. Des courriers ont été envoyés par des collègues et moi pour alerter la direction sur cette situation intenable, en vain. Jusqu'à ce que tout mon organisme se mette en sens inverse. Après divers signes de fatigue, j'ai commencé à perdre de plus en plus de poids. Arrivée à 45 kg, mon médecin a décidé de me mettre à l'arrêt.

Après plusieurs mois, j'ai repris le travail. De retour à mon poste sans adaptation, je reprends d'abord avec un horaire de 20h/semaine puis progressivement à temps plein. Peu après, j'introduis une demande pour rejoindre un autre département, en disant que j'ai de plus en plus de mal à gérer la pression. Des possibilités existent, qui correspondent à des compétences que je possède et qui sont reconnues par mes collègues. Mais la direction refuse en disant que je fais bien mon travail et qu'ils ont besoin de moi dans mon ancienne fonction. Le second burn-out survient peu après. Je suis au bureau et c'est le call d'équipe du matin. En un coup, j'ai du mal à taper au clavier et ce que je tape est incohérent. Ma vue se brouille, mon visage et ma main deviennent insensibles du côté gauche. Je sors du call, vais m'asseoir sur le canapé de la réception et ma crise s'aggrave : tremblements, hyperventilation, tête comme serrée dans un étau... Un collègue m'apporte les premiers secours et me demande s'il faut appeler l'ambulance. Je réponds « oui, j'ai l'impression que je vais crever ». À l'hôpital, je subis un scanner qui écarte le risque d'AVC. Je ne me rétablis qu'après plusieurs jours. Une série d'examen permettent de diagnostiquer une « migraine sévère avec auras » s'accompagnant de migraine ophtalmique, vertiges, problèmes de coordination de certains mouvements, acouphènes et aphasie...

Mon management direct prend conscience du non-sens qu'il y aurait à me réintégrer à nouveau dans mon ancienne fonction et me propose un poste « temporaire » de « Quality Assistant » consistant à améliorer les procédures internes et à assister le service dans les tâches de back-office. Ce poste me plaît, génère moins de stress et j'y donne entière satisfaction. Une réorganisation du service est à ce moment en cours ce qui me donne l'espoir que mon nouveau poste devienne définitif et que je puisse m'y reconstruire. Mais ma direction finit par m'annoncer que je dois revenir à mon ancienne fonction, et que si ça ne me plaît pas, je peux démissionner, sans négociation possible. Mes propositions alternatives, comme celle de passer dans ma nouvelle fonction à 3/5e sont rejetées. Mon médecin n'a d'autre choix que de me replacer en arrêt maladie. Dans mon équipe, sur six ans, dix personnes ont connu un burn-out. La direction ne semble pas s'en inquiéter et n'a jamais mis en place de parcours de réintégration.

Mais ma direction finit par m'annoncer que je dois revenir à mon ancienne fonction, et que si ça ne me plaît pas, je peux démissionner, sans négociation possible.





JETER PLUS DE MIGRANTS DANS DES CENTRES FERMÉS N'EST PAS UNE SOLUTION.

Je m'appelle Abdoulaye, je suis Sénégalais, j'ai 43 ans et, il y a quelques semaines encore, j'étais détenu dans le centre fermé de Bruges. Après plus de dix ans passés en Europe, jamais je n'avais imaginé en arriver là. J'ai pourtant tout fait pour m'intégrer et être accepté par la Belgique...

Dès mon arrivée en 2018, j'ai tout mis en œuvre pour faire reconnaître mon statut de réfugié. J'ai introduit une demande d'asile à l'Office des étrangers et je me rendais tous les matins au Petit-Château * pour trouver du travail. Après un petit temps, j'ai décidé de suivre une formation de technicien de surface en milieu hospitalier. Pour moi qui ai toujours eu l'envie de m'en sortir et de me rendre utile, apprendre et exercer un métier en pénurie était l'idéal. À l'Hôpital HELORA de Nivelles, où j'ai été embauché après avoir effectué un stage concluant, je retrouvais le sourire. Et je vivais enfin une vie normale, avec un travail, des amis, des collègues et un appartement.

Malheureusement, après trois ans à nettoyer les locaux de l'hôpital, y compris pendant la période Covid, l'Office des étrangers a rendu un avis négatif à ma demande. À la place, j'ai reçu un ordre de quitter le territoire. En un instant, j'ai tout perdu : mon boulot, mes collègues, mon logement. Malgré tous mes efforts et le soutien de ma direction et mes amis, on me privait de ma nouvelle vie. En voyant tout s'écrouler autour de moi, j'étais désespéré. Mais ce n'était pas le pire.

Sans mon travail et sans logement à moi, j'avais perdu l'espoir d'une vie meilleure après des années de galère. Mais ce n'était rien encore à côté de ce que j'ai ressenti après avoir été arrêté au cours d'une rafle à Bruxelles. Vivre dans le centre fermé de Bruges a été une torture. Là-bas, les demandeurs d'asile sont traités comme des prisonniers. Nous étions soumis à une surveillance de tous les instants - les lumières étaient allumées jour et nuit - et nous devions respecter les ordres sans broncher sous peine d'être envoyés au cachot. Nous n'avions droit à aucune activité ou presque. C'était invivable. Tout est fait pour pousser les gens à bout et encourager les demandeurs d'asile à demander leur retour volontaire au pays.

Pour ma part, sans le soutien de mes collègues et amis de l'hôpital, j'aurais sans doute craqué et demandé à repartir au Sénégal. Mais par chance, après trois mois de détention, j'ai enfin obtenu mon statut de réfugié en appel. Lorsqu'on m'a confirmé que je pouvais rester en Belgique pour les cinq prochaines années, j'ai pleuré comme un enfant. Cette décision, je l'ai vécue comme une libération.

Aujourd'hui, je veux profiter pleinement de la chance qui m'est offerte pour reprendre ma vie d'avant, travailler et rendre aux autres ce qu'on m'a donné. Mais je veux aussi lancer un appel au nom de tous les autres Abdoulaye qui ne connaîtront peut-être jamais le bonheur que je vis actuellement. Même s'il y aura toujours des gens qui diront le contraire, je peux affirmer que j'ai rencontré à Bruges des gens très biens, des personnes honnêtes qui ne demandent qu'à vivre dignement.

Ce qui m'est arrivé est exceptionnel et je pense que ce n'est pas normal. La Belgique est un beau pays mais la façon dont on y traite les demandeurs d'asile n'est pas correct. Il faut que ça change. Il faut modifier la politique d'asile, rendre de l'humanité à tout ça et ne surtout pas durcir les lois, comme le souhaite le gouvernement, par exemple. Jeter plus de migrants dans des centres fermés n'est pas une solution. Et diminuer encore plus les aides aux réfugiés ** et les pousser vers un statut encore plus précaire, comme le souhaite l'Arizona, ce n'est pas une bonne idée non plus car ça ne va faire qu'augmenter le nombre de sans-abri.

Je me répète mais il faut se montrer plus humain. J'ai côtoyé beaucoup de migrants au cours des dernières années, et je sais qu'il y en a beaucoup qui n'espèrent qu'une seule chose : vivre normalement. Il y a tout à gagner à se montrer plus humain. Parce que des travailleurs courageux qui sont prêts à rendre service à la population, il y en a beaucoup parmi les demandeurs d'asile. J'en suis la preuve.

* *Le plus grand centre d'accueil pour demandeurs d'asile en Belgique*

** *Le gouvernement Arizona envisage de supprimer jusqu'à 4.000 places d'accueil pour les réfugiés ainsi que tout aide sociale aux primo-arrivants pendant les cinq premières années (qui seraient considérées comme une période d'attente).*



CV

La limitation
des allocations
ne crée pas
d'emploi !

SANS

AVEC

ALISTE

ILS METTENT TOUT LE MONDE DANS LA MÊME CASE AVEC CES EXCLUSIONS, ILS NE FONT PAS D'EXCEPTION !

Je choisis de témoigner à visage couvert et avec un prénom d'emprunt car, vu la pression et les contrôles que nous avons, en particulier avec ce nouveau gouvernement, j'ai peur.

J'ai 49 ans. Je suis chômeuse et en même temps, je suis accueillante d'enfants dans une école via les chèques ALE (Agence Locale pour l'Emploi). Les enfants dont je m'occupe ont entre 2,5 ans et 12 ans. Pour ce travail, qui n'est pas reconnu comme tel et pas assimilé pour ma pension, je touche 4,10€ de l'heure. En Flandre, c'est 7€ de l'heure. J'y travaille à partir de 12h30 (mais je préfère être là un peu à l'avance) jusque 17h les lundis, 17h30 les mardis, 13h30 les jeudis et 18h les vendredis. Je surveille les repas des enfants, les siestes, les aide à prendre leur goûter et les anime durant la « garderie » jusqu'à ce que leurs parents viennent les rechercher. Les gens ne se rendent souvent pas compte que nous restons chômeuses en travaillant via l'ALE... et que nous allons donc être exclues des allocations de chômage en janvier 2026 ! Je me suis renseignée au CPAS : ça risque d'être compliqué de poursuivre mon activité ALE en étant au CPAS ! On est beaucoup dans ce cas : qu'est-ce qui va se passer pour nous, mais aussi pour les enfants et leurs parents ? La directrice de l'école pour laquelle je travaille est super inquiète et n'a pas non plus de réponse.

Je n'ai aucun diplôme et ai suivi, via le Forem des formations en orientation professionnelle et en « informatique et travaux de bureau ». Malheureusement, on a diagnostiqué que je suis dyslexique, donc ce n'était pas possible de poursuivre dans cette branche. Comme j'ai en plus des soucis de santé et que j'ai un numéro à l'Aviq, j'ai travaillé dans une ETA (Entreprise de Travail Adapté) pendant une dizaine d'années.

Je postule au minimum pour deux emplois par semaine mais j'ai rarement des réponses et jamais d'entretien, sauf dernièrement à Seneffe, mais c'était pour un contrat de remplacement d'un seul mois, ce qui m'aurait fait perdre tous mes droits dont celui à mon travail en ALE. Je vis avec mon filleul de 31 ans parce que sa maman est en maison de repos. Il est porteur de handicap et n'est pas autonome. Son administrateur de biens ne me donne que 300€ par mois pour sa nourriture : le logement, les charges, les lessives et tout le reste... sont à ma charge.

En étant exclue, je vais passer de 1.700€ - que j'ai actuellement au chômage comme cheffe de famille avec une personne handicapée à charge - à 871€, et je vais devenir cohabitante de mon filleul. Je paie 467,80€ de loyer pour mon logement social, 169€ de mon prêt voiture (dont j'ai besoin pour me déplacer et pour mon travail en ALE), 94€ d'assurances (voiture, habitation, familiale), 110€ d'électricité, 100€ de Proximus (j'en ai besoin pour le téléphone et pour ma recherche d'emploi)... plus mes soins médicaux, par la porte ou par la fenêtre, ça ne passera pas. Et la seule réponse de l'assistance sociale du CPAS, c'est qu'ils peuvent me donner des colis alimentaires. Mais même avec ça, je ne peux rien sacrifier dans mes factures à payer !

Je suis complètement sous le stress. Ils mettent tout le monde dans la même case avec ces exclusions, ils ne font pas d'exception ! Ils ne se rendent pas compte que nous travaillons et qu'on fait tout ce qu'on peut pour trouver un vrai emploi en CDI. Ce serait le rêve pour moi ! Je ne sais vraiment pas comment je vais survivre avec mon filleul. J'espère que les travailleurs et les travailleuses comprennent notre situation et continuent à se mobiliser pour défendre leurs et nos droits sociaux. Tout le monde peut passer par la case chômage, on ne le choisit vraiment pas.

*Tout le monde peut
passer par la case
chômage, on ne le
choisit vraiment pas.*





TRAVAILLER
jusqu'à en
CREVER,
C'est NON!

A
I
D
E
A
D

40 ANS DE SERVICE, ÇA MÉRITE UN PEU PLUS QUE DU MÉPRIS.

Je m'appelle Youssef. J'ai 58 ans, et cela fait maintenant bientôt 39 ans que je travaille dans la même entreprise. J'y suis entré en 1986, à une époque où l'on ne comptait pas ses heures, mais où l'on espérait au moins qu'un jour, nos efforts seraient reconnus ! Mon parcours m'a fait passer par presque tous les départements : production, service technique, entretien du bâtiment, service de nettoyage, convoyeur accompagnant chauffeur et enfin warehouse logistics. Je suis monté petit à petit, ouvrier d'abord, brigadier ensuite, puis employé, jusqu'à devenir manager d'équipe par le fruit de mon travail et de mes efforts. Durant toutes ces années, j'ai connu les horaires tournants en équipes successives : 6h-14h, 14h-22h, et même 22h-6h (la nuit). Lever à l'aube, charges de 60 à 80kg à soulever à la main, dans des conditions parfois très dures. Ce n'est pas juste une fatigue qu'on efface en dormant : ce sont les articulations, le dos, les muscles... et parfois aussi le moral, qui en prennent un coup. Aujourd'hui, je ressens dans mon corps chaque effort accumulé au fil du temps.

Depuis 2010, je suis en poste fixe du matin. Mais même avec une seule équipe à gérer, le rythme reste très exigeant. On parle beaucoup d'équilibre vie professionnelle et vie privée... mais dans des métiers comme les nôtres, c'est un luxe qu'on n'a jamais eu !

Ce qui me révolte aujourd'hui, c'est de voir les nouvelles mesures du gouvernement, totalement déconnectées de la réalité du terrain. Il faut l'avoir vécu pour comprendre ce que c'est que de travailler physiquement, sans répit, pendant 25, 30 ou 40 ans. Ce que je vois dans ces réformes, c'est une injustice profonde : reculer l'âge de départ à la retraite, durcir les conditions de pension anticipée, durcir ou supprimer les dispositifs de fins de carrière pour les métiers lourds et autres... Tout ça, c'est ignorer des vies entières de labeur et de sacrifice !

On ne peut pas mettre sur le même pied une personne qui a commencé à 18 ans dans l'Industrie ou dans le Bâtiment, et une autre qui débute à 27 ans après des études supérieures. Travailler tôt, c'est aussi s'user bien plus vite. Et pourtant, on nous demande encore de tenir et ce, toujours plus longtemps, avec moins de reconnaissance et de droits.

Je pense notamment au crédit-temps fin de carrière qui permettrait de réduire son temps de travail à 60 ans, voire à 55 ans pour les métiers lourds, et qu'on veut rendre inaccessible à la plupart des travailleurs, en particulier aux femmes (qui ont souvent des carrières moins complètes). Je pense également à la suppression de la prépension (RCC), en particulier des régimes spécifiques pour les métiers lourds, qui permettaient de partir un peu plus tôt, à 60 ans, après 33 ou 35 ans de carrière. Ces régimes, c'était une bouée pour ceux qui, comme moi, ont sacrifié leur santé et leur temps pour faire tourner l'économie dans l'ombre.

Ce que je demande n'est pas un privilège. C'est simplement du respect. Du respect pour ceux qui ont cotisé pendant de très nombreuses années, qui n'ont jamais triché, qui ont toujours été là, même pendant les crises ! On a le droit, nous aussi, de souffler, de profiter un peu de la vie tant qu'il est encore temps.

Je refuse que les économies se fassent sur le dos de ceux qui ont déjà tout donné. Il y a d'autres sources de financement : l'évasion fiscale, les niches fiscales injustifiées, les dividendes faramineux, les grandes fortunes... Mais non, on préfère aller chercher chez les retraités et les prépensionnés.

J'espère encore que ce gouvernement ouvrira les yeux. Qu'il comprendra qu'on ne peut pas parler de justice sociale tout en pressant ceux qui ont trimé toute leur vie. Rien n'est encore joué. Et tant que je le pourrai, je continuerai à témoigner, à me battre, pour que mes collègues et moi puissions partir dignement. Après tout, 40 ans de service, ça mérite un peu plus que du mépris.

*Travailler tôt,
c'est aussi s'user
bien plus vite.*





FIN WHITE BOYS CLUB
L'ARIZONA : PIRE
QUE TON EX
TERRITORE

NE
L'avent à
son syndicat

L'avent à
son syndicat

MOINS DE MOYENS,
MOINS DE SOINS... Qui
PRENDRA SOIN DE

TOUTE LA RESPONSABILITÉ PÈSE SUR LES TRAVAILLEURS MALADES

Je m'appelle Catherine, j'ai 59 ans et je travaille pour une entreprise commerciale comptant environ 500 employés, dispersés dans différents magasins (à peu près 250) couvrant toute la Belgique avec une maison-mère située en Flandre.

Je travaille dans cette entreprise depuis 17 ans, d'abord comme seule travailleuse du magasin, puis au fur et à mesure que le magasin générait des bénéfices, avec à chaque fois un mi-temps supplémentaire. Aujourd'hui, nous sommes 3 travailleuses à temps plein.

Ma fonction est shop manager, ce qui comprend des responsabilités importantes quant à la bonne tenue du magasin. Pourtant, comme l'entreprise n'a pas de structure type « cadre », je n'ai pas le statut de « chef » d'équipe, je suis une collègue comme les autres. Notre entreprise change régulièrement de propriétaire (tous les 3 à 5 ans environ) et donc de directives, de matériels, de programmes informatiques, etc. Chaque changement implique du temps d'adaptation et du temps pour acquérir de nouvelles compétences (formations, notamment), souvent au détriment du temps imparti pour les autres tâches.

Ces changements incessants s'ajoutent à la pression que je subis en tant que responsable. En effet, je dois faire en sorte que chaque client se sente à l'aise, que l'équipe fonctionne en synergie et que le magasin soit irréprochable tant sur la propreté, l'accueil que la rentabilité. Comme je n'ai aucun statut particulier, toute la responsabilité repose sur moi, sans aucune reconnaissance. À l'inverse, on peut me sanctionner si la tenue du magasin est jugée insatisfaisante.

L'accumulation de tous ces facteurs a progressivement fragilisé ma santé mentale, au point de me conduire à un état de dépression lié à mon activité professionnelle. Je suis en incapacité de travail depuis maintenant 7 mois.

Les mesures prévues par le nouveau gouvernement contre les personnes en maladie de longue durée auront un lourd impact sur ma situation et sur celle des personnes qui, comme moi, sont en maladie. Nous serons obligés de suivre un plan de réintégration, quelle que soit notre maladie et sur base d'une analyse de « potentiel » d'emploi. Les employeurs pourront lancer une procédure pour rompre nos contrats de travail après 6 mois de maladie. Et, surtout, les mutuelles seront mises sous pression pour limiter les « méchants malades » et les médecins seront surveillés, car ils donneraient « trop de certificats ».

L'objectif affiché de ces mesures est totalement mensonger car cette chasse aux malades de longue durée (tout comme la chasse aux chômeurs) ferait revenir plus de personnes qu'il n'y a de possibilités d'emploi. Tout comme la suppression progressive des aménagements de fin de carrière, qui entraîne une obligation de travail jusqu'au bout (bientôt 67 ans et 45 ans de carrière !!!), ce genre de mesure est un non-sens : comment vouloir que les jeunes soient au boulot plutôt qu'au chômage, s'il n'y a pas assez d'emplois disponibles ?

Pire encore, le gouvernement ne prévoit aucune contrainte pour les employeurs : aucune obligation d'améliorer les conditions de travail, de travailler sur la prévention des maladies liées au travail ou de réoccuper leurs travailleurs en maladie (obligation d'accepter un temps partiel médical, par exemple).

Toute la responsabilité pèse sur les travailleurs malades, comme si on était responsable de notre maladie !

Comment vouloir que les jeunes soient au boulot plutôt qu'au chômage, s'il n'y a pas assez d'emplois disponibles ?



LIBERTÉ

PROGRÈS

Adhérer www.mr.be

#fier detre

FAKE NEWS !

**LIMITER LE CHÔMAGE
NE CRÉE PAS D'EMPLOI**



C'EST UN MENSONGE CETTE HISTOIRE DE 500€ NETS !

Je m'appelle Carine, j'ai 57 ans et cela fait maintenant 30 ans que je travaille chez UCB, une entreprise pharmaceutique belge. Je suis dans mon troisième mandat syndical, et chez UCB, il y a environ 2.700 travailleurs - employés et cadres confondus. Depuis le Covid, nous avons embauché près de 1.000 personnes. L'entreprise se porte bien.

Je suis très mitigée concernant cette fameuse mesure des 500€ nets. Pour moi, les politiques jouent avec les mots, et les gens écoutent cela sans aller plus loin, sans réfléchir au rôle des cotisations sociales ou des impôts. Mais à quoi servent ces cotisations ? À financer nos pensions, nos écoles, notre Sécurité sociale... Si on continue à vouloir tout raboter, on finira comme aux États-Unis : tout sera privatisé et il n'y aura plus d'enseignement ou de soins de santé publics accessibles à tous. Je trouve que ceux qui votent pour ces partis qui soutiennent de telles mesures sont en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis.

D'ailleurs, cette réduction d'impôt annoncée par le gouvernement Arizona ne verra le jour qu'en 2029 et ce sera bien moins que 500€. En plus, on sait que les hauts salaires en profiteront bien plus que les bas revenus et qui sait ce qu'il peut se passer d'ici 2029 alors qu'on cherche déjà pour cette année de nouvelles recettes pour combler le trou budgétaire. On fait croire aux gens qu'ils vont gagner en pouvoir d'achat, mais à quel prix ? Si on retire de l'argent du budget public, il ne faut pas se faire d'illusions : réduire les impôts et les cotisations sociales, c'est réduire les services publics.

Le MR ne le dit pas clairement, évidemment. Tout comme on fait croire que les chèques-repas, les écochèques ou la CCT 90, c'est du pouvoir d'achat. Oui, je suis contente d'en bénéficier, mais ces dispositifs ne financent pas la Sécu. On détourne l'attention, on donne des petits bonus individuels, mais en contrepartie, on affaiblit collectivement notre système social. Et beaucoup ne se rendent pas compte de ce qu'ils y perdent.

Je trouve aussi profondément injuste qu'on cherche à pointer du doigt les chômeurs, comme si c'était eux qui plombaient la Sécu. Ce n'est qu'une part infime du budget, et en général, les chômeurs veulent travailler. Les sanctions ne résoudront rien, on sait que ce n'est pas comme ça que les demandeurs d'emploi vont trouver du boulot. Ce qui me révolte, c'est qu'on laisse les employeurs multiplier les jobs d'étudiants ou les flexi-jobs, sans cotisation sociale ni impôt. Et ça, ça ne dérange personne. Il y a même des secteurs où ces contrats précaires sont devenus la norme. Résultat : c'est difficile de trouver un emploi stable avec un salaire qui permet de vivre dignement.

Dans mon entreprise, on a plutôt de bons salaires. Ce qui est compliqué actuellement, ce ne sont pas les problèmes de « coûts salariaux » ou de salaires trop élevés comme on entend souvent dans la presse mais plutôt les difficultés de recrutement. On peine à trouver des personnes avec les bonnes qualifications, ou prêtes à travailler en horaires décalés, ce qui complique la conciliation vie privée et vie professionnelle. Et dans le même temps, le gouvernement décide de supprimer la septième année dans l'enseignement qualifiant et d'attaquer la formation technique. C'est paradoxal.

Le rôle des syndicats, c'est justement de démonter ces discours simplistes et de montrer à qui profite réellement chaque mesure. Moi, je suis attachée à l'équité : donner plus à ceux qui en ont le plus besoin, et un peu moins à ceux qui s'en sortent déjà.

Alors oui, il faut en parler, expliquer, ne pas se laisser aveugler par les promesses faciles. Car si on ne défend pas notre modèle social maintenant, on risque de le perdre pour de bon.

*Réduire les impôts et
les cotisations sociales,
c'est réduire
les services publics.*





LAISSEZ
LES VIEUX
TRANQUILLES !
ÇA VA PIQUER !

Tache
pas à ma
SANTÉ

EMC

L'ETAT M'A FAIT TRAVAILLER AU NOIR !

Je garde des enfants de 0 à 3 ans à mon domicile, avec un maximum de 5 enfants par jour, je fais minimum 10h par jour et donc 50h/semaine. J'ai commencé en 1992. Jusqu'en 2003, je n'avais aucun filet social, pas de mutuelle, de congé de maternité. Quand je prenais des congés, pas de pécule de vacances. Quand l'enfant ne venait pas, je n'étais pas rémunérée. Si je tombais malade ou si j'étais enceinte, je n'avais rien du tout, aucune indemnité. Pourtant, j'exerçais cela au nom de l'ONE, donc de l'Etat.

À partir de 2003, j'ai eu ce qu'on appelle dans le milieu, un filet social. A partir de ce moment, j'avais droit à des indemnités à la mutuelle en cas de maladie, maternité, mais toujours pas de congé payé. Depuis 2018, je suis salariée.

Le temps de travail avant 2003 n'est pas pris en compte dans le calcul de ma pension. Cela parce qu'ils disent que nous n'avons pas cotisé. Donc, j'ai personnellement, seulement 11 années prises en compte sur « MyPension ». Avant, je suis complètement absente de tout horizon. Je travaillais et quelque part, ironiquement, je dis toujours : j'ai travaillé au noir reconnu par l'État puisque les parents pouvaient quant à eux déduire des contributions leur quote-part financière à mon service.

Je vais avoir 57 ans et j'ai une ancienneté salariale de 7 ans bientôt (au lieu de 18). Sur MyPension, le calcul dit que je dois arrêter à 67 ans et j'aurai droit à 855€ de pension (bien en-dessous du seuil de pauvreté). C'est peu, alors que je travaille depuis mes 22 ans et à 50h semaine en moyenne. J'ai déjà deux prothèses, et si je ne peux tenir jusqu'au bout, je serai encore plus pénalisée. Les futures mesures du gouvernement Arizona pourraient encore aggraver ma situation.

La volonté du gouvernement Arizona de reporter un mois d'indexation de salaires dans mon secteur aura un impact direct sur ma rémunération et mon travail. Je dois préparer les repas pour les enfants, les héberger chez moi avec toutes les charges y afférentes (chauffage, électricité, etc.). Pour couvrir tous ces frais, je reçois mensuellement une enveloppe de 15% de mon salaire brut. Déjà qu'actuellement, je dois prendre en charge l'augmentation de tous les coûts et attendre 2 mois que l'indice pivot soit dépassé ; à l'avenir, je devrai donc attendre un mois supplémentaire, sans tenir compte du temps que je passe en dehors de mes heures de travail pour faire les courses, l'entretien des espaces d'accueil, etc. C'est vraiment une double peine. Déjà que nous avons une commission paritaire avec des barèmes parmi les plus bas, je vais devoir prendre sur ma rémunération pour couvrir l'augmentation des coûts. Travailler dans mon secteur, c'est vraiment une vocation.

Aujourd'hui, ce secteur rencontre des difficultés dans le recrutement de nouvelles travailleuses. Si je pense au futur, c'est un métier qui ne peut se faire qu'avec et par passion. Tant que ce métier n'est pas mieux valorisé, mis en valeur et tant qu'on n'aide pas mieux les futures accueillantes dans leur installation, etc. le manque continuera à se faire sentir.

Je crois à toutes les manifestations, à toutes les grèves. En effet, mon expérience personnelle me montre que c'est parce que nous en avons menés que l'on a pu avoir un statut aujourd'hui. Quand on a eu le statut, on a remanié parce que les 10% de revalorisation, ce n'était pas assez, et on a été revalorisé à 15%. Je pense, tout en disant qu'on est loin du compte, que cela nous a déjà fait avancer.

*Je crois à toutes
les manifestations,
à toutes les grèves.*





1800
EMPLOIS
SONT
MORTS !!!



CE GOUVERNEMENT, C'EST VRAIMENT LA TRIPLE PEINE.

Je m'appelle Laurent. J'ai commencé chez Cora en 1990. C'est une chaîne d'hypermarchés qui employait 1.600 personnes. Employait, car elle vient d'annoncer la fin de ses activités commerciales. Les magasins sont revendus à un promoteur immobilier et nous, on se retrouve tous à la porte. Il y a énormément de douleur et de peine chez les travailleurs. On savait que ça allait mal et on s'attendait à des mauvaises nouvelles. Mais, après souvent plus de 30 ans dans cette entreprise, dans mon magasin, un jour on vous dit c'est fini, ça fait mal.

Mais les gens ont aussi peur de ce qui va leur arriver. Les gens se tracassent pour leur avenir. Les mesures impopulaires du gouvernement Arizona nous impactent tous. Quand je regarde comment le politique détricote tout ce qu'on a construit pendant des années et nous laisse là, c'est insupportable. On est les victimes de Cora et du gouvernement.

Plus de la moitié des travailleurs de Cora ont plus de 45 ans et plus de 20 ans d'ancienneté, et aujourd'hui on vient nous dire la bouche en cœur que ce sera deux ans de chômage maximum. Et adienne que pourra, on sucera des cailloux ! On met les gens face à un risque de pauvreté extrême. Si votre partenaire travaille ou que vous avez eu le malheur d'acheter une habitation, on n'aura même pas droit au CPAS. Je parle de gens qui se sont levés tôt pendant 30 ans pour gagner leur salaire, qui ont construit leur magasin. Mais qu'est-ce qui nous attend ? Bonne chance pour retrouver du travail à un certain âge. En plus, dans un secteur où il y a des fermetures en continu ! On fait la chasse aux chômeurs, mais on ne fait que leur mettre des bâtons dans les roues.

Je vais me retrouver en concurrence non-seulement avec tous les demandeurs d'emploi mais avec des étudiants et des flexijobs. Tous ces contrats que le gouvernement veut généraliser, ce sont des jobs low-cost. Un contrat étudiant ou un flexijob, il ne cotise pas pour le chômage ou les pensions de demain. C'est tout bénéfice pour les employeurs mais pas pour les travailleurs. Ils veulent permettre 650h de travail étudiant par an. Du coup avec trois étudiants, on peut remplacer un travailleur à temps plein.

Et puis même pour les plus jeunes, il faut chercher du boulot mais quel boulot ? Des contrats étudiants, des flexijobs ou des contrats avec tellement peu d'heures qu'on devra accepter de travailler n'importe quand. Puis avec l'annualisation des heures, on sera quasi sur du travail saisonnier. Déjà maintenant, on voit que les magasins franchisés ouvrent les dimanches avec quasi que des étudiants. J'entends qu'on veut permettre aux magasins d'ouvrir plus tôt le matin et plus tard le soir. Mais quelle vie est-ce qu'on va encore avoir ? Gagner 1.300€ par mois pour se casser le dos et ne jamais voir sa famille ? C'est ça leur proposition ?

Trouver un vrai travail, avec un contrat à durée indéterminée à temps plein, ça devient de plus en plus difficile à avoir.

La cerise sur le gâteau, c'est le malus pension. J'ai perdu mon job et je risque d'avoir du mal à en trouver un autre. Du coup, on sera nombreux et nombreuses à ne pas avoir suffisamment d'années de carrière pour avoir droit à la pension (minimum). Ils veulent encore me mettre une amende pour chaque année pendant laquelle je n'aurais pas trouvé de boulot ? Ils veulent vraiment nous enlever le peu de pension auquel on avait droit. C'est comme si c'était de notre faute si on a perdu notre emploi. Ils parlent des malades et des chômeurs comme si c'était tous des tricheurs. Et pendant qu'on se demande s'il n'y a peut-être pas l'un ou l'autre qui triche, ce sont les travailleurs et les travailleuses de Cora ou d'Audi qui se retrouvent sur le carreau...

Ce gouvernement, c'est vraiment la triple peine.

*On est les victimes
de Cora
et du gouvernement.*



